

Histoire

LES ŒILLETS PORTUGAIS DIVISENT LA GAUCHE FRANÇAISE

Christophe Batardy

25/04/2024

Voici cinquante ans, le 25 avril 1974, un soulèvement armé au Portugal mettait fin à la plus vieille dictature en Europe. C'était le début de la révolution des Œillets. Cet événement a marqué en France toute une génération de militants et de militantes de gauche, qui ont été nombreux à venir voir une révolution en cours, inscrite en fresques sur les murs des villes. Mais l'historien Christophe Batardy montre que, à l'instar de la gauche portugaise, les partis de gauche en France se sont également déchirés à propos des suites à donner à cet événement¹.

Le 25 avril 1974, la diffusion à la radio portugaise de la chanson jusqu'alors interdite de Zeca Afonso, « Grândola, Vila Morena² », est le signal attendu par les jeunes militaires du Mouvement des Forces armées (MFA), désireux de mettre fin à la dictature salazariste en place depuis 1926 et aux guerres coloniales menées en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau. En France, à la même date, ce qui domine l'actualité est la campagne présidentielle. François Mitterrand est le candidat commun de la gauche. Après quelques jours d'étonnement, cette gauche française va s'enthousiasmer pour cette révolution qui survient moins d'un an après la fin tragique de l'Unité populaire au Chili. L'impact politique en France est d'autant plus important que 750 000 ressortissants portugais y résident.

Unanimes à soutenir les premières phases de cette révolution, les différents partis et courants de la gauche française se déchirent quant aux suites à donner au processus révolutionnaire au lendemain des élections législatives d'avril 1975 et de la victoire du Parti socialiste portugais (PSP). Le déroulement de la révolution des Œillets devient dès lors un sujet de discorde, qui révèle les fractures idéologiques des années 1970 au sujet du primat à donner ou non au processus révolutionnaire sur l'élection au suffrage universel, mais également la rivalité entre le Parti communiste français et le Parti socialiste, chacun cherchant à rester ou à devenir le premier parti à gauche.

Processus révolutionnaire vs élection au suffrage universel

En septembre 1977, Georges Marchais, secrétaire général du PCF, prononce le discours traditionnel de clôture de la fête de *L'Humanité*. Ces propos sont importants car ils sont prononcés quelques jours avant les ultimes négociations portant sur l'actualisation du Programme commun signé cinq ans plus tôt entre le Mouvement des radicaux de gauche (MRG), le PCF et le PS. Georges Marchais annonce ne pas vouloir céder face aux socialistes français afin de peser à gauche pour éviter ce qui se produit dans d'autres pays européens, où les socialistes majoritaires appliquent leur politique. Il fait explicitement référence au leader du Parti socialiste portugais, Mario Soares : « Nous allons à cette négociation avec la volonté de défendre les intérêts des travailleurs [...] qu'ils ne se retrouvent pas demain aux prises avec une politique à la Callaghan, à la Schmidt ou à la Mario Soares. » Quelques jours plus tard, après l'échec des négociations, c'est François Mitterrand qui, indiquant que l'attitude du PCF ne modifiera pas la ligne unitaire du PS, fait référence au conflit idéologique entre les deux leaders de la gauche portugaise : « la ligne Cunhal³ a peut-être produit la ligne Soares. La ligne Marchais ne fera pas changer les socialistes ».

À l'aune de ces deux interventions, on peut mesurer l'importance qu'ont revêtue les événements au Portugal durant les années 1974-1977, à quel point la révolution des Œillets était dans la tête des militants et des électeurs pour être ainsi utilisée comme référence par les deux principaux leaders de la gauche à un moment crucial de leur parcours politique.

Le Parti communiste français : poursuivre la révolution avec le PCP

Les partis de gauche sont tout d'abord surpris et inquiets de ce soulèvement, mené par des militaires et qui survient moins d'un an après le coup d'État militaire de Pinochet au Chili. Le 25 avril 1974, *L'Humanité* titre sobrement « Un soulèvement militaire au Portugal » et reproduit le programme de la junte militaire. Mais, à partir du retour d'Alvaro Cunhal, le leader en exil du PCP, et surtout de l'entrée au gouvernement de deux ministres communistes, les hésitations du PCF face au MFA disparaissent. Le 20 juin, le PCF organise un meeting à la salle de la Mutualité.

le Portugal retrouve la liberté

**POUR SALUER
LA VICTOIRE
DU PEUPLE PORTUGAIS**

TOUS JEUDI 20 JUIN, à 20h 30
SALLE DE LA MUTUALITÉ
24, rue Saint-Victor, Paris

avec **Georges MARCHAIS**
Secrétaire général du Parti communiste français

José VITORIANO
Membre de la Commission exécutive
du Comité central du Parti communiste portugais

PROJECTION
D'UN REPORTAGE D'ACTUALITÉS SUR LE PORTUGAL

PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, 2, place du Colonel-Fabien, 75013 PARIS

Droits réservés - Paris Province impression (PPI) / Archives du PCF - Archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

Une délégation du PCF se rend au Portugal en novembre 1974. Georges Marchais est reçu par le président Costa Gomes et rend visite aux ouvriers de l'usine Cometna⁴. Rendant compte de cette journée, le journaliste conclut en indiquant que « le pays de l'œillet rouge est aussi celui de l'espoir ».



Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français (PCF) à la Cometa. Portugal, 11 novembre 1974. Photo Jean-Marie Del Moral – Mémoires d'Humanité / Archives départementales de la Seine-Saint-Denis.

Néanmoins, le contenu des interventions lors des comités centraux du PCF de mai 1974 à mai 1975⁵ montre qu'il n'y a pas de débat concernant la situation politique au Portugal. L'évolution de la révolution des Œillets devient une question importante pour les dirigeants communistes après les élections du 25 avril 1975 pour élire les députés de l'Assemblée constituante, qui voient la victoire du PSP de Mario Soares, avec plus de 30% des voix, alors que le PCP n'obtient que 12%, et également l'échec de l'appel à l'abstention du MFA, avec une participation de 92%. Relégués au second plan, le PCP et le MFA considèrent que ce résultat ne doit pas être interprété comme un coup d'arrêt à la révolution. Et le PCF adopte ce point de vue. Le 28 avril, *L'Humanité* titre : « La signification complexe des résultats ». Le quotidien communiste reproduit les déclarations du PCP qui minimisent la portée des résultats électoraux : « Le vote ne traduit ni la force ni l'influence du PC portugais [...]. L'alliance peuple-MFA demeure la garantie de la liberté, la force motrice de la révolution. Le PCP remplira son devoir d'avant-garde révolutionnaire de la classe ouvrière, des masses laborieuses. » Trois semaines plus tard, le PCF critique « la tentation d'exploiter les résultats des élections hors du contexte de la révolution⁶. » Mais le PCF n'est pas le seul au sein de l'alliance autour du Programme commun à défendre les mêmes positions que celles du PCP et du

MFA. C'est le cas également du CERES (Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste), tendance dans la minorité du PS depuis le congrès de Pau de janvier 1975.

Le CERES : poursuivre la révolution avec le MFA

Le 12 juillet 1975, en désaccord avec la politique menée par le MFA et le PCP, les ministres socialistes portugais quittent le gouvernement. Dans les colonnes de l'hebdomadaire socialiste *L'Unité*, Didier Motchane, membre du CERES, critique cette décision, estimant que le PSP commet une « lourde faute politique » car l'on ne peut pas « naïvement ou par hypocrisie vouloir plaquer les institutions de la démocratie bourgeoise sur un processus de mutation sociale⁷ ». Selon lui, les socialistes portugais ont tort de craindre de voir s'instaurer une dictature communiste, ce qu'il considère comme « un péril imaginaire ». Il défend une voie spécifiquement portugaise vers la démocratie, à savoir un processus qui peut s'affranchir des résultats électoraux, en s'appuyant sur le MFA, qui est selon lui « le lieu principal du pouvoir, celui par conséquent des conflits du pouvoir ».

La situation politique au cours de l'été 1975 est de plus en plus tendue. En août, des permanences du PCP sont incendiées. Le 13, Jean-Pierre Chevènement, leader du CERES, est interrogé sur France Inter⁸. Après avoir évoqué les violences subies par les communistes en ce mois d'août, il évoque une « réaction de type fascisant » d'un « Pinochet portugais ». Il poursuit en s'en prenant aux socialistes portugais et à leur attitude trop critique à l'égard du MFA. Il constate avec regret que le PSP « n'a pas eu avec le MFA les liens que par exemple le parti communiste a su tisser dès le départ ». Jean-Pierre Chevènement relativise la légitimité du suffrage universel en précisant que le Portugal est dans une « situation particulière » et que pour « transformer une société il ne suffit pas non plus d'un bulletin de vote ». Cette position n'est pas celle défendue par la majorité du Parti socialiste.

La majorité du Parti socialiste : primauté du résultat électoral

Tout comme le PCF, dans un premier temps, le PS hésite. Si, le 3 mai, dans *L'Unité*, Claude Fuzier s'interroge – « [...] le peuple portugais vit son printemps. Quel printemps ? », dès le 10 mai, le ton est enthousiaste. « Dans Lisbonne rouge des millions d'œillets de la liberté, les Portugais veulent rattraper cinquante ans de retard. Peut-être prendront-ils de l'avance ? » Entre-temps, le 1^{er} mai, Mario Soares, leader du PSP, est rentré triomphalement à Lisbonne alors qu'il était en exil à Paris. Très vite, les dirigeants socialistes s'enthousiasment pour les événements au Portugal. Le 4 juillet, François Mitterrand participe à un meeting à Lisbonne aux côtés de Mario Soares⁹. Mais, comme pour le PCF, la révolution des Œillets reste dans un premier temps un événement périphérique au regard des enjeux de politique intérieure.

Ce n'est plus le cas à partir d'avril 1975, avec la victoire du PSP aux élections législatives. L'évolution de la situation politique au Portugal devient pour le PS un terrain d'affrontement avec le PCF, mais aussi en interne avec le CERES. Le 4 mai, lors d'une convention nationale qui porte sur les relations entre le PCF et le PS, Antoine Blanca présente le point de vue de la majorité du PS sur le Portugal dans une note intitulée « Les socialistes portugais et la crise de la révolution ».

Selon son témoignage¹⁰, c'est François Mitterrand qui le pousse à prendre la parole lors de cette convention. Il insiste alors sur le rôle dangereux joué par le PCP, qui mènerait « une stratégie de conquête du pouvoir » en se considérant « comme le seul parti de la classe ouvrière ». Il rappelle que le soutien du PCF au PCP s'inscrit dans la même logique qui avait conduit le PCF à être « le premier parti occidental à applaudir à l'invasion de la Tchécoslovaquie ». Antoine Blanca poursuit en pointant le refus du PCP de s'engager « à la signature de tout pacte, de tout programme le liant au Parti socialiste portugais notamment » alors que le PCF, en signant le Programme commun de gouvernement, « s'est engagé dans un programme unitaire que l'on espère irréversible¹¹ ». Le PS en interne est donc tiraillé entre deux lectures des événements au Portugal.

L'affaire du journal *Republica*

Quelques semaines après les élections législatives d'avril 1975 éclate l'affaire du journal *Republica* à Lisbonne, qui entraîne une violente polémique entre le PCF et le PS.

Le 18 mai, dans ce journal proche du PSP, un conflit oppose les ouvriers typographes à la direction. Les ouvriers occupent les locaux et nomment un nouveau directeur. Pour les dirigeants du PSP, ces ouvriers sont mobilisés par les communistes. Le ministère de l'Information décide la fermeture du journal quelques jours plus tard. Pour protester, Mario Soares boycotte le Conseil des ministres le 22 mai. Pour les socialistes portugais, ce conflit prouve le poids grandissant des communistes dans les médias et la volonté du PCP d'instaurer une démocratie populaire, comme le déclare Mario Soares le 27 mai : « Allons-nous vers une démocratie politique ou vers une démocratie populaire¹² ? » Si le PS partage l'analyse des socialistes portugais, ce n'est pas le cas de la CGT et du PCF. Après un séjour au Portugal, Georges Séguy, secrétaire général de la CGT et membre du bureau politique du PCF, déclare que ce journal n'est pas socialiste et qu'il s'agit « d'un conflit de travail classique¹³ ». Toutes les prises de position du PCF s'alignent sur les discours, les interprétations des événements du PCP et du MFA. Le 28 mai 1975, à Paris, Mario Soares rencontre Santiago Carillo, secrétaire général du Parti communiste espagnol. Ils examinent ensemble la situation au Portugal et « les problèmes communs du socialisme et de la démocratie¹⁴ ». À l'issue de cette rencontre, Santiago Carillo déclare que la fermeture du journal *Republica* est « regrettable » et que « cette mesure peut ternir l'image du Portugal démocratique devant le monde¹⁵ ». Parmi les

partis communistes occidentaux, le PCF est quelque peu isolé.

Le PSP compte sur l'aide des socialistes européens et se tourne résolument vers l'Europe, alors que le MFA envisage un avenir plus « tiers-mondiste » pour le Portugal¹⁶. Les 23 et 24 mai 1975, François Mitterrand réunit chez lui à Latche, dans les Landes, les leaders des partis socialistes européens, qui se saisissent de cette occasion pour mettre en avant leur convergence d'analyse à propos du Portugal. Les socialistes affirment à cette occasion leur solidarité. Lors de la conférence de presse qui suit, François Mitterrand déclare : « Les socialistes portugais nous paraissent exemplaires¹⁷ » Le numéro de *L'Unité* daté du 30 mai montre en première page une photo réunissant François Mitterrand et Mario Soares, avec en titre une interrogation fustigeant le double discours, selon le PS, du PCF, à la fois favorable à l'union de la gauche en France et prônant la désunion au Portugal.



Mario Soares et François Mitterrand à Latche. *L'Unité*, 30 mai 1975.

François Mitterrand choisit d'afficher au grand jour les divergences du PS avec le PCF sur la question des libertés à partir de l'affaire du journal *Republica*. Une opposition qui s'affirme encore plus ouvertement durant l'été 1975.

Août 1975 : reconfiguration à gauche

Le cinquième gouvernement portugais depuis le début de la révolution est constitué le 8 août. Il ne comprend que des ministres du PCP, du Mouvement démocratique portugais (MDP), petit parti allié au PCP, et des indépendants. Les socialistes, pourtant vainqueurs lors des élections législatives

quelques semaines plus tôt, n'en font pas partie. Tout au long du mois d'août, dans le nord du Portugal, les militants communistes et leurs permanences font l'objet de violences. Toute la gauche française s'inquiète de la situation et craint le retour de l'extrême droite. C'est dans ce contexte qu'ont lieu diverses réunions à gauche en plein mois d'août. Le 12, deux rencontres ont lieu : une entre le PS et la CFDT, et une autre entre le PCF et le PSU. Mais la principale rencontre se tient le lendemain, au siège du PCF place du Colonel-Fabien, avec des représentants du PS et du MRG.

La délégation communiste est conduite par Roland Leroy et Mireille Bertrand, respectivement membre et suppléante du bureau politique¹⁸. La délégation du PS est composée de Louis Mermaz, secrétaire national à la formation, et de Jean Poperen, secrétaire national à la propagande ; celle du MRG, de Pierre Bracque, trésorier du parti, et Guy Genesseeux¹⁹. Le contenu des échanges a été pris en note par Jean Poperen²⁰.

Roland Leroy parle de « forces réactionnaires qui veulent frapper un grand coup en Europe », qui « veulent un Chili en Europe ». Ces propos reprennent le contenu d'une pétition lancée la veille par le PCF qui a pour intitulé : « Le Portugal ne doit pas devenir le Chili de l'Europe ». Le projet de communiqué initial du PCF pour cette rencontre dénonce une dérive fasciste au Portugal, affirmant que « le fascisme relève la tête [...] et qu'il est prêt à massacrer les communistes, les démocrates ». Il n'est pas fait état des élections législatives d'avril. À l'inverse, le communiqué proposé en début de réunion par le PS dénonce à la fois les violences à l'encontre des militants de gauche et « le saccage des permanences communistes », mais lance également un appel au « respect du suffrage universel ». Presque dans les mêmes termes, Pierre Bracque pour le MRG condamne « les exactions » et se déclare attaché, « en tant que radical », « au respect du suffrage universel ». Outre cette différence portant sur l'appréciation des résultats électoraux, le PCF, d'un côté, et, de l'autre, le PS et le MRG s'opposent sur les suites à donner à la réunion. Pour le PCF, il conviendrait « de prendre toutes les initiatives d'action que les événements rendraient nécessaires », alors que pour le PS il convient essentiellement d'« alerter l'opinion publique française et internationale ». Si le PCF cherche à faire adopter des actions communes, le PS cherche à l'éviter, comme il le fait depuis la signature du Programme commun. Les socialistes veulent bien entendu se démarquer en raison de leurs divergences. Mais ils souhaitent également éviter les manifestations et les meetings communs, craignant d'être en minorité face aux militants communistes²¹.

La réunion est ponctuée de plusieurs interruptions de séance pour permettre à chaque délégation de consulter son instance dirigeante. Si Georges Marchais ne fait pas partie de la délégation, il est présent place du Colonel-Fabien et croise à plusieurs reprises les dirigeants socialistes et radicaux

de gauche, avec lesquels il discute. Les membres de la délégation socialiste téléphonent au moins à deux reprises à François Mitterrand, alors dans des Landes. *Le Figaro*, visiblement bien informé, évoque même dans son édition du 14 août une discussion de « quarante minutes ».

Au cours de la rencontre, la délégation du PS lit une lettre adressée par François Mitterrand aux communistes et précise que celle-ci a déjà été envoyée à la presse. La délégation communiste n'était visiblement pas au courant. Dans cette lettre qui sera diffusée aussi sous forme de tract, François Mitterrand considère que le PCP est responsable de la situation : « Les erreurs de jugement des communistes portugais ont largement contribué à imprimer aux événements un cours que nous déplorons [...]. » Et de citer le refus du PCP « d'un programme commun avec les socialistes [...] le dédain opposé au suffrage universel ». Il se dit « prêt à prendre part à une campagne capable de mobiliser notre opinion publique » à condition que cela repose sur « des principes clairs » auxquels il ne faut pas « déroger ». Ce jeu tactique s'adresse à l'opinion française. Mitterrand ne veut pas laisser croire qu'il se trouve sous l'emprise idéologique du PCF²².



Archives Fondation Jean-Jaurès.

Dans l'après-midi, Georges Marchais demande à voir la délégation socialiste. Il lui reproche le fait

qu'il n'a pas « eu connaissance de la lettre que par la presse », concluant : « vous ne changerez jamais, les socialistes. » Le fait que François Mitterrand, avant même la rencontre, ait souhaité prendre à partie l'opinion publique passe mal. Roland Leroy demande également une interruption pour « consulter le bureau politique » après avoir appris qu'« un texte de solidarité avec Jean Daniel » circule en raison de la polémique engagée entre *L'Humanité* et *Le Nouvel Observateur* accusant le rédacteur en chef du *Nouvel Observateur* d'avoir justifié des « pogroms » à l'encontre des communistes (cf. infra).

Malgré les divergences, la réunion se conclut par un communiqué commun, fruit d'un compromis. Les trois partis constatent qu'« ils portent des analyses différentes sur l'origine et le développement de la situation au Portugal » et estiment qu'« il appartient aux partis et mouvements initialement associés dans la conduite de la révolution du 25 avril de parer à tout retour du fascisme et de faire en sorte que le gouvernement et les organes de la vie publique aux divers niveaux reposent sur la plus large volonté populaire et démocratique exprimée ». Le terme « élection » n'est pas repris comme cela était souhaité par le PS et il n'y a pas d'action commune envisagée, contrairement à ce qu'attendait le PCF. Il est seulement prévu de « rester en contact pour suivre les événements ». La presse se fait largement l'écho de la rencontre et juge qu'il s'agit d'un échec. Dans son édition du 14 août 1975, le journal *La Croix* titre : « La gauche française malade du Portugal ». *Le Figaro*, le même jour, constate de son côté qu'il s'agit d'un « rendez-vous manqué de l'union de la gauche ». Pour *Le Monde*, la réunion peut se résumer à « six heures pour un constat de désaccord²³ ».

Quelques jours plus tard, Georges Marchais répond à la lettre de François Mitterrand envoyée à la presse. Il récuse les critiques du PS à l'encontre du PCP²⁴ : « Rien ne vous permet d'affirmer que le PCP n'a pas respecté le contrat passé avec le MFA et les autres partis. » Et il propose, comme l'avait fait la délégation communiste le 13 août, d'« engager une campagne commune de solidarité sans préalable avec les démocrates portugais, contre lesquels est déclenchée une véritable croisade réactionnaire dont l'anticommunisme est, comme toujours, le fer de lance ».

Le PS craint que localement, sous la pression du PCF, certaines fédérations n'acceptent pas de se joindre à des actions communes avec les communistes. C'est pourquoi, dans une circulaire en date du 19 août adressée aux instances fédérales du PS, signée par Louis Mermaz et Jean Poperen, la direction du parti précise qu'il ne faut pas « accepter d'engager d'actions communes avec les autres formations de gauche sur l'affaire portugaise » et qu'il faut s'abstenir « de signer des textes communs ou de tenir quelque réunion commune publique que ce soit avec les autres formations signataires du Programme commun. En effet, nous avons une différence d'analyse importante avec le parti communiste [...] ²⁵. »

Cela n'empêche pas certaines fédérations, comme celle de la Loire (à tendance majoritaire CERES), de publier le 26 août un communiqué commun avec les organisations syndicales de gauche²⁶. C'est la raison pour laquelle le secrétariat national produit d'autres circulaires adressées aux membres du comité directeur, aux secrétaires fédéraux à la propagande. Celle du 26 août précise : « [...] Compte tenu de l'offensive systématique du PCF, nous ne préserverons les chances de l'union de la gauche que si nous faisons connaître et expliquons largement autour de nous le cheminement des événements au Portugal, l'attitude de nos camarades socialistes portugais et notre attitude. » Le PS semble avoir du mal à maintenir l'homogénéité du parti.

Les oppositions entre le CERES et la majorité du parti s'expriment violemment. À l'occasion du comité directeur des 4 et 5 octobre 1975, Robert Pontillon, secrétaire International du PS, dénonce la notion d'avant-garde défendue par le CERES. « Comme le CERES, le PC portugais s'est trompé de révolution et d'époque. À suivre le CERES, en privilégiant le MFA d'abord, puis les groupuscules gauchistes (1% aux élections), allons-nous faire la démonstration que la conception d'un pouvoir populaire s'identifie dans les faits à la dictature des minorités agissantes, du Parti d'avant-garde. Ceci c'est la terminologie et la pratique stalinienne. Ce n'est pas la nôtre²⁷. »

La question des libertés est au cœur de la polémique à gauche à partir de l'été 1975.

La gauche et la question des droits de l'homme

Quelques jours avant « l'affaire *Republica* », le 17 mai, le PCF rend publique une charte des libertés car il sait que sa crédibilité à assurer l'exercice du pouvoir se joue sur cette question. En raison de la quasi-inexistence de critiques formulées à l'encontre des démocraties populaires malgré l'absence de libertés politiques, le PCF est accusé de manière récurrente de ne pas être en mesure de garantir les libertés s'il parvient au pouvoir. Le 20 juin 1975, dans *Le Monde*, Thierry Pfister constate que la polémique entre socialistes et communistes, qui avait cours depuis l'automne 1974, à la suite de la percée socialiste aux élections législatives partielles au détriment du PCF, se poursuit « surtout désormais sur les libertés » en lien avec la révolution des Œillets²⁸.

Et cette polémique s'amplifie dans les jours qui suivent après un éditorial le 21 juin dans ce même quotidien, intitulé « Révolution et liberté », qui relance la controverse. Il y est dit qu'au Portugal, la liberté de la presse ne va pas de soi : « Le retard culturel d'un pays, un long passé de dictature et d'obscurantisme, rendent difficile l'application immédiate et sans nuance d'une liberté d'expression qui a souvent tendance à s'exercer au profit des nostalgiques du passé encore installés dans l'appareil. » Pour Edgar Morin, qui s'exprime dans *Le Nouvel Observateur* quelques jours plus tard, en relativisant l'importance de la liberté d'expression, *Le Monde* propose ni plus ni moins « un mythe

réactionnaire²⁹ ». Au début de l'été 1975, le Portugal est au centre des débats à gauche – et pas seulement entre le PCF et le PS –, et c'est *Le Nouvel Observateur* qui joue un rôle central en consacrant alors l'ensemble de ses pages à la situation politique au Portugal³⁰.

Tout en condamnant les violences subies par les communistes au Portugal, l'hebdomadaire critique les prises de position du PCP. Jean Daniel, rédacteur en chef du *Nouvel Observateur*, signe un article le 11 août où il écrit : « Si le Parti communiste portugais persévère diaboliquement dans une logique bolchevique impliquant l'élimination des autres partis ouvriers, y a-t-il autre chose à faire que de le combattre en devenant l'allié objectif des réactionnaires, des cléricaux et des fascistes qui régnaient hier encore sur le Portugal³¹ ? » Pour les communistes français, cette phrase justifie la violence à l'égard des communistes portugais. Pour Yves Moreau, journaliste à *L'Humanité*, cela « équivaut à justifier les pogroms³² ». S'estimant injustement attaqué par les propos du journaliste, Jean Daniel tente en vain d'obtenir un droit de réponse et déclare vouloir attaquer le journal en justice. Selon son témoignage, François Mitterrand lui fait savoir qu'il pourrait être le premier signataire d'une pétition de soutien si cette initiative était prise³³. C'est cette pétition qui circule avant la rencontre place du Colonel-Fabien le 13 août, et à propos de laquelle Roland Leroy demande une interruption de séance ce jour-là. Elle est publiée dans *Le Nouvel Observateur* du 18 août sous le titre « La pétition des 35 », avec pour signataires les principaux dirigeants du PS. Ils condamnent « la violence des commentaires de *L'Humanité*[...] les attaques infamantes contre un journal et un journaliste indépendants de tout parti ». Le 25 août, *Le Nouvel Observateur* annonce 86 signatures dont celles de François Maspero, Serge Halimi, Emmanuel Le Roy Ladurie, François Mitterrand, Michel Rocard³⁴.

Selon Jean-François Sirinelli, cette pétition constitue « un déblocage³⁵ » car des personnalités du monde universitaire et culturel et de nombreux responsables du PS s'en prennent ainsi directement au PCF sans craindre l'accusation d'anticommunisme. Toujours selon l'historien, l'été 1975, avec également la publication début juillet du livre d'André Glucksmann³⁶ constitue un tournant. Il affirme : « Ce milieu de décennie et plus spécialement cet été 1975 ouvrent bien une phase nouvelle de l'histoire des intellectuels. » L'historien américain Michael-Scott Christofferson partage cette analyse³⁷. Il considère qu'à partir de ce moment-là, le doute s'installe chez bon nombre d'intellectuels quant à la viabilité de l'union de la gauche à laquelle ils étaient jusqu'alors favorables, car ils soupçonnent le PCF de vouloir s'imposer idéologiquement. C'est même selon lui lors de la crise de l'été 1975 que naît véritablement l'antitotalitarisme, qui se propage ensuite rapidement dans l'ensemble de la gauche intellectuelle française non communiste³⁸. Dans une « Lettre à un militant » publiée dans *Le Nouvel Observateur* le 25 août, Jean Daniel s'interroge sur le type de socialisme que pourrait mettre en place l'union de la gauche si elle arrivait au pouvoir : « Nous nous sommes ralliés à l'union de la gauche avec l'espérance qu'au contact des communistes le Parti

socialiste se radicaliserait et qu'au contact des socialistes, de la CFDT et de l'ancien PSU, les communistes se déstaliniseraient³⁹. » Il donne sa vision du socialisme, critiquant en creux celle du PCF : « L'union de la gauche, c'est la possibilité de trouver une voie autogestionnaire, collectiviste et non bureaucratique, dirigiste et pourtant pluraliste. » Et enfin, il va plus loin en attribuant à la gauche non communiste une mission : « L'acharnement des vôtres [les communistes] nous impose en quelque sorte un rôle. Et tout cela a décidément un parfum de destin. » Jean Daniel justifiera *a posteriori* cet intérêt pour le Portugal « [...] ce qui était resté au stade théorique dans l'attente d'une problématique réalisation, basculait soudain dans le concret et l'expérimental à l'intérieur d'un petit pas voisin [...] »⁴⁰. » La revue *Esprit*, à partir du numéro de septembre 1975, établit un lien entre la thématique de l'antitotalitarisme et les débats au sein de la gauche française, et organise les 29 et 30 novembre 1975 un colloque autour de la question du totalitarisme. Il y est question du Portugal.

Conclusion

La révolution des Œillets a lieu à un moment où l'arrivée de la gauche au pouvoir en France devient de plus en plus crédible. Elle met celle-ci à l'épreuve. Une partie somme le PCF de se désolidariser des communistes portugais et des officiers du MFA. Par la voix de Jean Daniel, *Le Nouvel Observateur* condamne la tentation bolchevique du PCP et demande des garanties à la gauche française en matière de libertés, à travers les questions posées par l'évolution politique au Portugal. Le 25 août 1975, il écrit : « Si la gauche n'arrive pas à se mettre d'accord sur le Portugal, elle se nie. »

Même si, après une semaine passée en URSS du 23 au 30 avril 1975⁴¹, François Mitterrand parle toujours en mai 1975 de « nos partenaires et amis soviétiques⁴² », à partir d'août 1975, il décide, sur la question des libertés, de ne plus rien céder aux communistes. C'est ce qu'il fait le 13 août avec la lettre envoyée à la presse avant la réunion place du Colonel-Fabien, et *via* la pétition qui circule en soutien à Jean Daniel. Revenant sur les événements relatifs à « l'affaire *Republica* », Antoine Blanca résume assez bien l'état d'esprit qui anime alors la tendance majoritaire du PS, ou du moins celui de François Mitterrand : « Vis-à-vis de l'opinion publique française, des milieux intellectuels proches de nos idées, on ne pouvait pas laisser passer... il fallait même mettre beaucoup d'emphase. Il fallait mettre le holà. C'est ce que l'on attendait de nous. C'était vital⁴³. »

En 1972, le PS et le PCF avaient abandonné définitivement leur débat idéologique entamé dans les années 1960 afin de parvenir à un programme de gouvernement. Mais, trois ans plus tard, la révolution des Œillets permet à François Mitterrand de rouvrir le débat sur la question des libertés politiques. Il se rapproche pour cela de l'autre gauche marquée par l'idéologie antitotalitaire. Le PS

décide de ne plus se laisser enfermer exclusivement dans l'alliance stratégique autour du Programme commun. La révolution des Œillets a constitué un tournant pour la gauche française.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

1. Cet article est une version revue et actualisée des publications suivantes : Christophe Batardy, « L'Union de la gauche à l'épreuve de la Révolution des œillets », *L'Ours*, janvier-juin 2011 ; *id.*, *Le Programme commun de la gauche (1972-1977). C'était le temps des programmes*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2016.
2. Marie-Noëlle Ciccia, « "Grândola Vila Morena" : l'hymne de la contestation portugaise », *Lengas*, n°74, 2013, consulté le 8 avril 2024.
3. Alvaro Cunhal (1913-2005), secrétaire général du PCP.
4. *L'Humanité*, 12 novembre 1974.
5. Archives départementales de Bobigny, enregistrements sonores des comités centraux.
6. *L'Humanité*, 20 mai 1975.
7. *L'Unité*, 25 juillet 1975.
8. Archives Jean-Poperen, CHT Nantes, POPJ 38.
9. *L'Unité*, 12-18 juillet 1974.
10. Interview d'Antoine Blanca à son domicile, novembre 2010.
11. Ibid.
12. *Le Monde*, 27-28 mai 1975.
13. Georges Séguy « Les dessous de l'affaire *Republica* », *L'Humanité*, 28 mai 1975.
14. *Le Monde*, 27-28 mai 1975.
15. Ibid.
16. Christian Rudel, *La Liberté couleur d'œillet : histoire du XX^e siècle portugais*, Paris, Fayard, 1980.
17. *Le Monde*, 28 mai 1975.
18. Depuis le 20^e congrès du PCF, du 13 au 17 décembre 1972.
19. *L'Humanité*, 13 août 1975.
20. Archives Jean-Poperen, CHT POPJ 38, chemise « Portugal ».
21. Voir Christophe Batardy, *Le Programme commun de la gauche (1972-1977)*, *op. cit.*
22. *Le Figaro*, 14 août 1975.
23. *Le Monde*, 15 août 1975.
24. *Le Monde*, 23 août 1975.
25. CHT Nantes, archives Jean-Poperen, POPJ 38.
26. Fondation Jean-Jaurès, 13 EF 42/1.
27. Fondation Jean-Jaurès, 450 RI-2.
28. *Le Monde*, 20 juin 1975.

29. *Le Nouvel Observateur*, 30 juin 1975.
30. « Portugal : la longue semaine de Mario Soares » (semaine du 28 juillet au 3 août) ; « Portugal : l'armée face à l'anticommunisme » (semaine du 11 au 17 août) ; « Les communistes portugais et la gauche française » (semaine du 18 au 24 août).
31. Jean Daniel, « Le Portugal face à l'anticommunisme », *Le Nouvel Observateur*, 11 août 1975.
32. *L'Humanité*, 12 août 1975.
33. Jean Daniel, *L'Ère des ruptures*, Paris, Grasset, 1979, p. 292.
34. Alain Touraine, André Glucksmann, Edgar Morin, Jean-Marie Domenach, Philippe Robrieux, Jean-Denis Brodin, Jacques Julliard font également partie des signataires. On notera l'absence d'André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière. *L'Humanité* du 26 août en première page le relève, alors que « toute la presse a été informée voici une dizaine de jours » que celui-ci s'associait à cette pétition.
35. Jean-François Sirinelli, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1990.
36. André Glucksmann, *La Cuisinière et le Mangeur d'hommes*, Paris, Seuil, 1975.
37. Michael-Scott Christofferson, *Les Intellectuels contre la gauche. L'idéologie antitotalitaire en France (1968-1981)*, trad. fr. André Merlot, Marseille, Agone, 2009.
38. Ibid.
39. *Le Nouvel Observateur*, 25 août 1975.
40. Jean Daniel, *L'Ère des ruptures*, *op. cit.*
41. Membres de la délégation : Pierre Mauroy, François Mitterrand, Claude Estier, Robert Pontillon, Michel Rocard et Jean-Pierre Chevènement.
42. Convention nationale, rapport PCF PS, mai 1975.
43. Interview d'Antoine Blanca à son domicile, 2 décembre 2010.